



Les conseils ouvriers

Voline

La naissance des «soviets» ^[1]

Nous arrivons maintenant à l'un des points les plus importants de la Révolution russe : *l'origine et la première activité des « soviets »*.

Encore un fait paradoxal : c'est en même temps un des points les moins connus et les plus défigurés de la révolution.

Dans tout ce qui a paru à ce jour sur l'origine des « soviets » – je parle non seulement des études étrangères, mais aussi de la documentation russe – il existe une lacune qui saute aux yeux du lecteur intéressé : *personne n'a pu encore établir avec précision quand, où et comment fut créé le premier « soviets » ouvrier*.

Jusqu'à présent, presque tous les écrivains et historiens, aussi bien bourgeois que socialistes (« mencheviks », « bolcheviks » ou autres) plaçaient la naissance du premier « soviets ouvrier » *vers la fin de l'année 1905*, au moment de la grève générale d'octobre, du fameux Manifeste tsariste du 17 octobre et des événements qui suivirent. Or, c'est faux. En lisant ces pages on comprendra le pourquoi de cette lacune.

Certes, quelques auteurs – notamment P. Milioukov dans ses mémoires – font vaguement allusion à une ébauche des futurs « soviets » *au début de 1905*. Mais ils ne donnent aucune précision. Et quand ils essayent d'en donner une, ils se trompent. Ainsi Milioukov croit avoir trouvé le berceau des Soviets dans la « Commission Chidlovsky ». Ce fut une entreprise officielle – semi-gouvernementale, semi-libérale – qui tenta vainement de résoudre, au lendemain du 9 janvier 1905, avec la collaboration de quelques délégués ouvriers officiels, certains problèmes sociaux. D'après Milioukov, il y avait, parmi ces délégués, un intellectuel, un certain *Nossar*, qui plus tard forma

[1] Extrait de: Voline, *La révolution inconnue. Livre premier: Naissance, croissance et triomphe de la Révolution russe (1825-1917)*, Lausanne, Entremonde, 2009, pp. 77-90.

avec quelques autres délégués, en marge de la commission, un « soviét » – le premier soviét ouvrier – dont ce même Nossar devint l'animateur et le président. C'est vague. Et surtout ce n'est pas exact. Lorsque Nossar – le lecteur le verra plus loin – se présenta à la « Commission Chidlovsky », *il était déjà membre* – et même président – *du premier soviét ouvrier qui avait été créé avant cette « commission » et n'avait aucun rapport avec celle-ci*. D'autres auteurs commettent des erreurs analogues.

Les sociaux-démocrates prétendent parfois avoir été les véritables instigateurs du premier soviét.

Les bolcheviks s'efforcent souvent de leur ravir cet honneur.

Tous se trompent, ne connaissant pas la vérité qui est fort simple : aucun parti, aucune organisation fixe, aucun « leader » n'ont inspiré l'idée du premier soviét. *Celui-ci surgit spontanément, à la suite d'un accord collectif, au sein d'un petit groupement fortuit et de caractère absolument privé.*^[2]

Ce que le lecteur trouvera ici, à ce sujet, est tout à fait inédit et constitue un des chapitres les plus inattendus de la « Révolution inconnue ». Il est temps que la vérité historique soit reconstituée. Ceci d'autant plus que cette vérité est suffisamment suggestive.

Le lecteur m'excusera d'avoir à parler ici de ma propre personne. Involontairement, j'ai été mêlé de près à la naissance du premier « *soviét des délégués ouvriers* », créé à Saint-Pétersbourg, non pas à la fin, mais en *janvier-février* 1905.

Aujourd'hui, je dois être à peu près le seul qui puisse relater et fixer cet épisode historique, à moins que l'un des ouvriers qui prirent part alors à l'action soit encore en vie et à même de le raconter un jour.

Plusieurs fois, déjà, le désir m'a pris de raconter les faits. En parcourant la presse – russe et étrangère – ayant trait aux événements de 1905 et aux soviets, j'y constatais toujours la même lacune : aucun auteur n'était en état de dire exactement où, quand et comment surgit le premier Soviet ouvrier en Russie. Tout ce qu'on savait, tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que ce soviét naquit à Saint-Pétersbourg, en 1905, et que son premier président fut un clerc d'avoué pétersbourgeois, *Nossar*, plus connu au soviét sous le nom de *Khroustaleff*. *Mais d'où et comment vint l'idée de ce soviét ? Par qui fut-elle*

[1] Lénine, dans ses oeuvres, et Boukharine, dans son « *ABC du Communisme* », constatent bien, en passant, que les « Soviets » furent créés spontanément par les ouvriers, en 1905 ; mais ils ne donnent aucune précision, et ils laissent supposer que ces ouvriers étaient des bolcheviks ou, au moins, des « sympathisants ».

lancée ? Dans quelles circonstances fut-elle adoptée et réalisée ? Comment et pourquoi Nossar devint-il président ? D'où venait-il, de quel parti était-il ? Quelle a été la composition de ce premier soviet ? Quelle fut sa première fonction ? Toutes ces questions, historiquement intéressantes, demeurent encore sans réponse.

Soulignons que cette lacune est compréhensible. *La naissance du premier soviet fut un événement d'ordre tout à fait privé. Elle eut lieu dans une ambiance très intime, à l'abri de toute publicité, en dehors de toute campagne ou action d'envergure.*

Le lecteur peut obtenir lui-même une preuve indirecte de ce que j'avance. Dans la presse qui traite ce point de la Révolution russe, il trouvera bien le nom de *Nossar-Khroustaleff*, d'ailleurs cité presque incidemment. Mais, il constatera aussitôt cette chose étrange : personne ne dit jamais où ni comment apparut sur la scène cet homme, pourquoi et dans quelles circonstances il devint président du premier soviet, etc. En ce qui concerne la presse socialiste, elle est même visiblement gênée de devoir parler de Nossar. Elle cite son nom presque à contre-cœur. Ne pouvant pas se taire sur le fait historique (ce qu'elle préférerait), elle balbutie sur Nossar et son rôle quelques mots inintelligibles ou inexacts et se hâte de passer à l'activité des soviets à la fin de 1905, lorsque le président du soviet de Saint-Petersbourg devint Léon Trotsky.

On comprend aisément cette discrétion, cette gêne et cette hâte. D'abord, ni les historiens, ni les socialistes (y compris Trotsky), ni les partis politiques en général, *n'ont jamais rien su de la véritable origine des soviets*, et il est, certes, gênant de l'avouer. Ensuite, même si les socialistes apprenaient les faits et voulaient en tenir compte, il leur faudrait avouer *qu'ils n'y furent absolument pour rien* et qu'ils surent seulement mettre à profit, beaucoup plus tard, le fait existant. Voilà pourquoi, qu'ils connaissent ou non la vérité, ils essayeront toujours, autant qu'ils le pourront, de glisser sur ce fait et de présenter les choses à leur avantage.

Ce qui m'a empêché, jusqu'à présent, de raconter les faits^[3] c'est, avant tout, un sentiment de gêne causé par la nécessité d'avoir à parler de moi-même. D'autre part, je n'ai jamais eu l'occasion de parler des soviets dans la

[3] Je dois formuler une certaine réserve. J'ai cité les faits dans une brève étude sur la Révolution russe, publiée par Sébastien Faure dans « *l'Encyclopédie Anarchiste* », au mot: Révolution. Par la suite, S. Faure édita un volume, sous le titre: *La véritable Révolution Sociale*, où il réimprima quelques études parues dans l'Encyclopédie, y compris la mienne. Le « grand public » ne lisant pas la littérature libertaire, les faits cités restèrent à peu près inaperçus.

« grande presse » à laquelle, d'ailleurs, je ne collabore pas. Le temps a passé sans que je me sois décidé à rompre le silence sur l'origine des soviets, à combattre les erreurs et les légendes, à dévoiler la vérité.

Une fois pourtant, vivement impressionné par les allusions prétentieuses et mensongères de certains articles de revues, j'allai, il y a plusieurs années, voir M. Melgounoff, éditeur d'une revue historique russe à Paris. Je lui proposai de faire, à titre purement documentaire, le récit exact de la naissance du premier Soviet ouvrier. La proposition n'eut pas de suite : d'une part parce que l'éditeur ne voulut pas accepter *a priori* ma condition de ne rien changer dans la copie ; d'autre part, parce que je compris que sa revue était loin d'être une publication historique impartiale.

Obligé de parler des soviets, je révèle les faits tels qu'ils se sont produits. Et si la presse – historique ou autre – s'y intéresse, elle n'a qu'à puiser la vérité ici.

L'année 1904 me trouva absorbé par un intense travail de culture et d'enseignement parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Je poursuivais seul ma tâche, d'après une méthode qui m'était propre. Je n'appartenais à aucun parti politique, tout en étant intuitivement révolutionnaire. Je n'avais, d'ailleurs, que 22 ans, et je venais à peine de quitter l'Université.

Vers la fin de l'année, le nombre des ouvriers qui s'instruisaient sous ma conduite dépassait la centaine.

Parmi mes élèves se trouvait une jeune femme qui, de même que son mari, adhérait à l'une des « Sections ouvrières » de Gapone. Jusque-là, j'avais à peine entendu parler de Gapone et de ses « sections ». Un soir, mon élève m'emmena à la section de notre arrondissement, voulant m'intéresser à cette œuvre et particulièrement à la personne de son animateur. Gapone devait, ce soir-là, assister personnellement à la réunion.

A ce moment, on n'était pas encore fixé sur le véritable rôle de Gapone. Les ouvriers avancés, tout en se méfiant quelque peu de son œuvre – parce qu'elle était légale et émanait du gouvernement – l'expliquaient à leur façon. La conduite assez mystérieuse du prêtre paraissait confirmer leur version. Ils étaient d'avis, notamment, que sous la cuirasse protectrice de la légalité, Gapone préparait en réalité un vaste mouvement révolutionnaire. (Là est une des raisons pour lesquelles beaucoup d'ouvriers se refusèrent plus tard à croire au rôle policier de l'homme. Ce rôle étant définitivement dévoilé, quelques ouvriers, amis intimes de Gapone, se suicidèrent.)

Fin décembre donc, je fis la connaissance de Gapone.

Sa personnalité m'intrigua vivement. De son côté, il parut – ou voulut paraître – s'intéresser à mon oeuvre d'éducation.

Il fut entendu que nous nous reverrions pour en reparler d'une façon plus approfondie, et dans ce but Gapone me remit sa carte de visite avec son adresse.

Quelques jours plus tard commença la fameuse grève de l'usine Poutiloff. Et, peu après, exactement le 6 janvier (1905) au soir, mon élève, toute émue, vint me dire que les événements prenaient une tournure exceptionnellement grave ; que Gapone déclenchait un mouvement formidable des masses ouvrières de la capitale ; qu'il parcourait toutes les sections, haranguant la foule et l'appelant à se rendre le dimanche 9 janvier devant le Palais d'hiver pour remettre une « pétition » au tzar ; qu'il avait déjà rédigé le texte de cette pétition et qu'il allait lire et commenter celle-ci dans notre section le lendemain soir, 7 janvier.

La nouvelle me parut à peine vraisemblable. Je décidai de passer le lendemain soir à la section, voulant juger la situation par moi-même.

Le lendemain, je me rendis à la section. Une foule considérable s'y pressait, remplissant la salle et la rue, malgré le froid intense. Elle était grave et silencieuse. A part les ouvriers, il y avait là beaucoup d'éléments très variés : intellectuels, étudiants, militaires, agents de police, petits commerçants du quartier, etc. Il y avait aussi beaucoup de femmes. Aucun service d'ordre.

Je pénétrai dans la salle. On y attendait « le père Gapone » d'une minute à l'autre.

Il ne tarda pas à arriver. Rapidement il se fraya un passage jusqu'à l'estrade à travers une masse compacte d'hommes, tous debout, serrés les uns contre les autres. La salle pouvait en contenir un millier.

Un silence impressionnant se fit. Et aussitôt, sans même se débarrasser de sa vaste pelisse qu'il déboutonna à peine, laissant voir la soutane et la croix de prêtre en argent, son grand bonnet d'hiver enlevé d'un geste brusque et décidé, laissant tomber en désordre ses longs cheveux, Gapone lut et expliqua la pétition à cette foule attentive et frémissante dès les premiers mots.

Malgré sa voix fortement enrouée – depuis quelques jours il se dépensait sans répit – sa parole lente, presque solennelle, mais en même temps simple, chaude et visiblement sincère, allait droit au coeur de tous ces gens qui répondaient en délire à ses adjurations et à ses appels.

L'impression était fascinante. On sentait que quelque chose d'immense, de décisif, allait se produire. Il me souvient que je tremblais d'une émotion extraordinaire pendant tout le temps de la harangue.

Celle-ci à peine terminée, Gapone descendit de l'estrade et partit précipitamment, entouré de quelques fidèles, invitant la foule au dehors à écouter la pétition qui devait être relue par un de ses collaborateurs.

Séparé de lui par tout ce monde, le voyant pressé, absorbé, épuisé par un effort surhumain, et entouré d'amis, je ne cherchai pas à l'approcher. D'ailleurs, c'était inutile. J'avais compris que mon élève disait vrai : un formidable mouvement de masses, d'une gravité exceptionnelle, était imminent.

Le jour suivant, 8 janvier, au soir, je me rendis de nouveau à la Section. Je voulais voir ce qui s'y passait. Et surtout je cherchais à prendre contact avec les masses, à me mêler à leur action, à déterminer ma conduite personnelle. Plusieurs de mes élèves m'accompagnaient.

Ce que je trouvai à la section me dicta mon devoir.

Je vis d'abord, à nouveau, une foule recueillie stationner dans la rue. J'appris qu'à l'intérieur un membre de la section était en train de lire la « pétition ». J'attendis.

Quelques instants après, la porte s'ouvrit bruyamment. Un millier de personnes sortit de la salle. Un autre millier s'y précipita. J'entrai avec les autres.

Aussitôt la porte refermée, un ouvrier gaponiste assis sur l'estrade commença à donner connaissance de la pétition.

Hélas ! c'était lamentable. D'une voix faible et monotone, sans entrain, sans la moindre explication ni conclusion, l'homme marmottait le texte devant une masse attentive et anxieuse. Dix minutes lui suffirent pour terminer son endormante lecture. Après la salle fut vidée pour recevoir un nouveau millier d'hommes.

Rapidement je consultai mes amis. Notre décision fut prise. Je me précipitai vers l'estrade. Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais parlé devant les masses. Mais je n'hésitai pas. Il fallait à tout prix changer la façon de renseigner et de soulever le peuple.

Je m'approchai de l'ouvrier qui s'apprêtait à reprendre sa besogne. « Vous devez être joliment fatigué, lui dis-je. Laissez-moi vous remplacer... » L'homme me regarda surpris, interloqué. Il me voyait pour la première fois. « N'ayez pas peur, continuai-je : Je suis un ami de Gapone. En

voici la preuve... » Et je lui tendis la carte de visite de ce dernier. Mes amis appuyèrent l'offre.

L'homme finit par acquiescer. Il se leva, me remit la pétition et se retira.

Aussitôt je commençai la lecture, puis continuai par l'interprétation du document en soulignant surtout les passages essentiels : protestations et revendications, en insistant tout particulièrement sur la certitude d'un refus de la part du tzar.

Je lus ainsi la pétition plusieurs fois, jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Et je couchai à la section, avec des amis, sur des tables rapprochées les unes des autres.

Le lendemain matin – le fameux 9 janvier – je dus lire la pétition une ou deux fois encore. Ensuite nous sortîmes dans la rue. Une foule énorme nous y attendait, prête à se mettre en mouvement au premier signe. Vers 9 heures, mes amis et moi ayant formé, bras dessus, bras dessous, les trois premiers rangs, nous invitâmes la masse à nous suivre et nous nous dirigeâmes vers le Palais. La foule s'ébranla et nous suivit en rangs serrés.

Inutile de dire que nous ne parvînmes pas à la place du Palais. Obligés de traverser la Néva, nous nous heurtâmes aux abords du pont dit « Troïsky » à un barrage de troupes. Après quelques sommations sans effet, on tira sur nous à plusieurs reprises. A la deuxième salve, particulièrement meurtrière, la foule s'arrêta et se dispersa, laissant sur le terrain une trentaine de morts et une soixantaine de blessés. Il faut dire cependant que beaucoup de soldats tirèrent en l'air ; de nombreuses vitres, aux étages supérieurs des maisons faisant face aux troupes, volèrent en éclats sous le choc des balles.

Quelques jours passèrent. La grève restait quasi générale à Saint-Pétersbourg.

Il est à souligner que cette vaste grève avait surgi spontanément. Elle ne fut déclenchée par aucun parti politique, par aucun organisme syndical (à l'époque, il n'y en avait pas en Russie), ni même par un comité de grève. De leur propre chef, et dans un élan tout à fait libre, les masses ouvrières abandonnèrent usines et chantiers. Les partis politiques ne surent même pas profiter de l'occasion pour s'emparer, selon leur habitude, du mouvement. Ils restèrent complètement à l'écart.

Cependant, la troublante question se posa aussitôt devant les ouvriers : Que faire maintenant ?

La misère frappait à la porte des grévistes. Il fallait y faire face sans délai. D'autre part, on se demandait, partout, de quelle façon les ouvriers

devraient et pourraient continuer la lutte. Les « sections », privées de leur chef, se trouvaient désesparées et à peu près impuissantes. Les partis politiques ne donnaient pas signe de vie. Pourtant, la nécessité d'un organisme qui coordonnerait et mènerait l'action se faisait sentir impérieusement.

Je ne sais pas comment ces problèmes étaient envisagés et résolus dans divers quartiers de la capitale. Peut-être, certaines « sections » surent-elles au moins venir matériellement en aide aux grévistes de leurs régions. Quant au quartier où j'habitais, les événements y prirent une tournure particulière. Et, comme le lecteur le verra, ils conduisirent plus tard à une action généralisée.

Tous les jours, des réunions d'une quarantaine d'ouvriers de mon quartier avaient lieu chez moi. La police, momentanément, nous laissait tranquilles. Depuis les derniers événements elle gardait une neutralité mystérieuse. Nous mettions cette neutralité à profit. Nous cherchions des moyens d'agir. Nous étions à la veille de prendre certaines décisions. Mes élèves décidèrent, d'accord avec moi, de liquider notre organisation d'études, d'adhérer, individuellement, à des partis révolutionnaires et de passer ainsi à l'action. Car, tous, nous considérions les événements comme des prémices d'une révolution imminente.

Un soir – une huitaine de jours après le 9 janvier – on frappa à la porte de ma chambre. J'étais seul. Un homme entra : jeune, de grande taille, d'allure franche et sympathique.

– Vous êtes un tel ? – me demanda-t-il. Et, sur mon geste affirmatif, il continua :

– Je vous cherche depuis quelque temps déjà. Enfin, hier, j'ai appris votre adresse. Moi, je suis Georges Nossar, clerc d'avoué. Je passe tout de suite à l'objet de ma visite. Voici de quoi il s'agit. J'ai assisté, le 8 janvier, à votre lecture de la « pétition ». J'ai vu que vous aviez beaucoup d'amis, beaucoup de relations dans les milieux ouvriers. Et il me semble que vous n'appartenez à aucun parti politique.

– C'est exact !

– Alors, voici. Je n'adhère, moi non plus, à aucun parti, car je me méfie. Mais, personnellement, je suis révolutionnaire, je sympathise avec le mouvement ouvrier. Or, jusqu'à présent, je n'ai pas une seule connaissance parmi les ouvriers. Par contre, j'ai de vastes relations dans les milieux bourgeois libéraux, oppositionnels. Alors, j'ai une idée. Je sais que des milliers d'ouvriers, leurs femmes et leurs enfants, subissent déjà des privations terribles du fait de la grève. Et, d'autre part, je connais de riches bourgeois qui ne demandent

pas mieux que de porter secours à ces malheureux. Bref, je pourrais collecter, pour les grévistes, des fonds assez importants. Il s'agit de les distribuer d'une façon organisée, juste, utile. Pour cela, il faut avoir des relations dans la masse ouvrière. J'ai pensé à vous. Ne pourriez-vous pas, d'accord avec vos meilleurs amis ouvriers, vous charger de recevoir et de distribuer parmi les grévistes et les familles des victimes du 9 janvier les sommes que je vous procurerais ?

J'acceptai d'emblée. Au nombre de mes amis se trouvait un ouvrier qui pouvait disposer de la camionnette de son patron pour aller visiter les grévistes et distribuer les secours.

Le lendemain soir, je réunis mes amis. Nossar était là. Il nous apportait déjà quelques milliers de roubles. Notre action commença tout de suite.

Pendant quelque temps, nos journées furent entièrement absorbées par cette besogne. Le soir je recevais des mains de Nossar, contre reçu, les fonds nécessaires et dressais le programme de mes visites. Et le lendemain, aidé par mes amis, je distribuais l'argent aux grévistes. Nossar lia ainsi amitié avec les ouvriers qui venaient me voir.

Cependant, la grève tirait à sa fin. Tous les jours des ouvriers reprenaient le travail. En même temps, les fonds s'épuisaient.

Alors apparut de nouveau la grave question : *Que faire ? Comment poursuivre l'action ? Et que pourrait-elle être maintenant ?*

La perspective de nous séparer à jamais, sans tenter de continuer une activité commune, nous paraissait pénible et absurde. La décision que nous avions prise : adhérer individuellement à un parti de notre choix, ne nous satisfaisait pas. Nous cherchions autre chose.

Habituellement, Nossar participait à nos discussions.

C'est alors qu'un soir où, comme d'habitude, il y avait chez moi plusieurs ouvriers – et que Nossar était des nôtres – l'idée surgit parmi nous de créer un organisme ouvrier permanent : une sorte de comité ou plutôt de conseil qui veillerait sur la suite des événements, servirait de lien entre tous les ouvriers, les renseignerait sur la situation et pourrait, le cas échéant, rallier autour de lui les forces ouvrières révolutionnaires.

Je ne me rappelle pas exactement comment cette idée nous vint. Mais je crois me souvenir que ce furent les ouvriers eux-mêmes qui l'avancèrent.

Le mot *soviet* qui, en russe, signifie précisément conseil, fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique.

En somme, il s'agissait, dans cette première ébauche, d'une sorte de *permanence ouvrière sociale*.

L'idée fut adoptée. Séance tenante, on essaya de fixer les bases d'organisation et de fonctionnement de ce « soviét ».

Alors, rapidement, le projet prit de l'envergure.

On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines de la capitale au courant de la nouvelle création et de procéder, toujours dans l'intimité, aux élections des membres de cet organisme qu'on appela, pour la première fois, *conseil (soviét) des délégués ouvriers*.

En même temps, on posa une autre question : Qui dirigera les travaux du soviét ? Qui sera placé à sa tête pour le guider ?

Les ouvriers présents, sans hésitation, me proposèrent ce poste.

Très touché par leur confiance, je déclinai néanmoins catégoriquement leur offre. Je dis à mes amis : « Vous êtes des *ouvriers*. Vous voulez créer un organisme qui devra s'occuper de vos intérêts *ouvriers*. Apprenez donc, dès le début, à mener vos affaires *vous-mêmes*. Ne confiez pas vos destinées à ceux qui ne sont pas des vôtres. Ne vous imposez pas de nouveaux maîtres ; ils finiront par vous dominer et vous trahir. Je suis persuadé qu'en ce qui concerne vos luttes et votre émancipation, personne, en dehors de vous-mêmes, ne pourra jamais aboutir à un vrai résultat. *Pour vous, au-dessus de vous, à la place de vous-mêmes*, personne ne fera jamais rien. Vous devez trouver votre président, votre secrétaire et les membres de votre commission administrative *dans vos propres rangs*. Si vous avez besoin de renseignements, d'éclaircissements, de certaines connaissances spéciales, de conseils, bref, d'une aide intellectuelle et morale qui relève d'une instruction approfondie, vous pouvez vous adresser à des intellectuels, à des gens instruits qui devront être heureux non pas de vous mener en maîtres, mais de vous apporter leur concours sans se mêler à vos organisations. Il est de leur devoir de vous prêter ce concours, car ce n'est pas de votre faute si l'instruction indispensable vous fait défaut. Ces amis intellectuels pourront même assister à vos réunions – avec voix consultative, sans plus. »

J'y ajoutai une autre objection : « Comment voulez-vous, dis-je, que je sois membre de votre organisation, n'étant pas ouvrier ? De quelle façon pourrais-je y pénétrer ? »

A cette dernière question, il me fut répondu que rien ne serait plus facile : on me procurerait une carte d'ouvrier et je ferais partie de l'organisation sous un nom d'emprunt.

Je m'élevai vigoureusement contre un tel procédé. Je le jugeai non seulement indigne de moi-même et des ouvriers, mais dangereux, néfaste.

« Dans un mouvement ouvrier, dis-je, tout doit être franc, droit, sincère. »

Malgré mes suggestions, les amis ne se sentirent pas assez forts pour pouvoir se passer d'un « guide ». Ils offrirent donc le poste de président à Nossar. Celui-ci, n'ayant pas les mêmes scrupules que moi, l'accepta.

Quelques jours plus tard, on lui procurait une carte ouvrière au nom de *Khroustaleff*, délégué d'une usine.

Bientôt les délégués de plusieurs usines de Saint-Petersbourg tinrent leur première réunion.

Nossar-Khroustaleff en fut nommé président.

Du même coup, il devenait président de l'organisation : poste qu'il conserva par la suite, jusqu'à son arrestation.

Le premier soviet était né.

Quelque temps après, le soviet de Saint-Petersbourg fut complété par d'autres délégués d'usines. Leur nombre devint imposant.

Pendant plusieurs semaines le soviet siégea assez régulièrement, tantôt ouvertement, tantôt en cachette. Il publiait une feuille d'informations ouvrières : *Les Nouvelles* (*Izvestia*) *du soviet des délégués ouvriers*. En même temps, il dirigeait le mouvement ouvrier de la capitale. Nossar alla, un moment, à la « Commission Chidlovsky », citée plus haut, comme délégué de ce premier Soviet. Désillusionné, il la quitta.

Un peu plus tard, poursuivi par le gouvernement, ce premier soviet dut cesser presque totalement ses réunions.

Lors du mouvement révolutionnaire d'*octobre* 1905, le soviet, entièrement réorganisé, reprit ses réunions publiques. C'est depuis ce moment-là que son existence fut largement connue. Et c'est ainsi que s'explique, en partie, l'erreur courante concernant ses origines. Nul ne pouvait savoir ce qui s'était passé dans l'intimité d'une chambre privée. Nossar – le lecteur trouvera ailleurs quelques mots sur son sort personnel – n'en a, probablement, jamais parlé à personne. De toute façon, pour autant que je sache, il n'a jamais raconté ces faits publiquement. Et quant aux ouvriers au courant de l'affaire, pas un n'eut, certainement, l'idée de la communiquer à la presse^[4].

[4] Nossar avait une femme, dont le sort ultérieur m'est inconnu, et un jeune frère, Stéphan. Je retrouvai celui-ci, plus tard, en prison. Par la suite, je le perdis de vue. Mon récit pourrait être confirmé par ces personnes si elles sont encore en vie.

Le parti social-démocrate finit par réussir à pénétrer dans ce soviet et à s'y emparer d'un poste important. Le social-démocrate Trotsky, le futur commissaire bolchevique, y entra et s'en fit nommer secrétaire. Par la suite, lorsque Khroustaleff-Nossar fut arrêté, Trotsky en devint président.

L'exemple donné par les travailleurs de la capitale en janvier 1905 fut suivi par ceux de plusieurs autres villes. Des soviets ouvriers furent créés çà et là. Toutefois, leur existence – à l'époque – fut éphémère : ils furent vite repérés et supprimés par les autorités locales.

Par contre – nous l'avons vu – le soviet de Saint-Pétersbourg se maintint pendant quelque temps. Le gouvernement central, en très mauvaise posture après le 9 janvier et surtout à la suite des revers cruels dans sa guerre avec le Japon, n'osa y toucher. Il se borna, pour l'instant, à l'arrestation de Nossar.

D'ailleurs, la grève de janvier s'était éteinte d'elle-même : à défaut d'un mouvement de plus vaste envergure, l'activité de ce premier soviet dut être réduite bientôt à des tâches insignifiantes.

Tout à la fin de 1905, le soviet de Saint-Pétersbourg fut supprimé à son tour. A ce moment-là, le gouvernement tzariste reprit pied, « liquida » les derniers vestiges du mouvement révolutionnaire de 1905, arrêta Trotsky ainsi que des centaines de révolutionnaires, et brisa toutes les organisations politiques de gauche.

Le soviet de Saint-Pétersbourg (devenu Pétrograd) réapparut lors de la révolution décisive de février-mars 1917, en même temps que se créèrent des soviets dans toutes les villes et localités importantes du pays.

Anton Pannekoek

Les conseils ouvriers ^[1]

La classe ouvrière en lutte a besoin d'une organisation qui lui permette de comprendre et de discuter, à travers laquelle elle puisse prendre des décisions et les faire aboutir et grâce à laquelle elle puisse faire connaître les actions qu'elle entreprend et les buts qu'elle se propose d'atteindre.

Certes, cela ne signifie pas que toutes les grandes actions et les grèves générales doivent être dirigées à partir d'un bureau central, ni qu'elles doivent être menées dans une atmosphère de discipline militaire. De tels cas peuvent se produire, mais le plus souvent les grèves générales éclatent spontanément, dans un climat de combativité, de solidarité et de passion, pour répondre à quelque mauvais coup du système capitaliste ou pour soutenir des camarades. De telles grèves se répandent comme un feu dans la plaine.

Pendant la première Révolution russe, les mouvements de grève connurent une succession de hauts et de bas. Les plus réussis furent souvent ceux qui n'avaient pas été décidés à l'avance, alors que ceux qui avaient été déclenchés par les comités centraux étaient en général voués à l'échec.

Pour s'unir en une force organisée, les grévistes en action ont besoin d'un terrain d'entente. Ils ne peuvent s'attaquer à la puissante organisation du pouvoir capitaliste s'ils ne présentent pas à leur tour une organisation fortement structurée, s'ils ne forment pas un bloc solide en unissant leurs forces et leurs volontés, s'ils n'agissent pas de concert. Là est la difficulté. Car lorsque des milliers et des millions d'ouvriers ne forment plus qu'un

[4] Extrait de: Karl Korsch, Paul Mattick, Anton Pannekoek, Otto Rühle, Helmut Wagner, *La contre-révolution bureaucratique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1973, pp. 157-168.

corps uni, ils ne peuvent être dirigés que par des fonctionnaires qui agissent en leur nom. Et nous avons vu que ces représentants deviennent alors les maîtres de l'organisation et cessent d'incarner les intérêts révolutionnaires des travailleurs.

Comment la classe ouvrière peut-elle, dans ses luttes révolutionnaires, rassembler ses forces dans une puissante organisation sans s'enliser dans le borbier de la bureaucratie ? Nous répondrons à cette question en en posant une autre : lorsque les ouvriers se bornent à payer leurs cotisations et à obéir aux dirigeants, peut-on dire qu'ils se battent véritablement pour leur liberté ?

Se battre pour la liberté, ce n'est pas laisser les dirigeants décider pour soi, ni les suivre avec obéissance, quitte à les réprimander de temps en temps. Se battre pour la liberté, c'est participer dans toute la mesure de ses moyens, c'est penser et décider par soi-même, c'est prendre toutes les responsabilités en tant que personne, parmi des camarades égaux. Il est vrai que penser par soi-même, décider de ce qui est vrai et de ce qui est juste, constitue pour le travailleur dont l'esprit est fatigué par le labeur quotidien la tâche la plus ardue et la plus difficile ; bien plus exigeante que s'il se borne à payer et à obéir. Mais c'est l'unique voie vers la liberté. Se faire libérer par d'autres, qui font de cette libération un instrument de domination, c'est simplement remplacer les anciens maîtres par de nouveaux.

Pour atteindre leur but – la liberté – les travailleurs devront pouvoir diriger le monde ; ils devront savoir utiliser les richesses de la terre de manière à la rendre accueillante pour tous. Et ils ne pourront le faire tant qu'ils ne sauront se battre par eux-mêmes.

La révolution prolétarienne ne consiste pas seulement à détruire le pouvoir capitaliste. Elle exige aussi que l'ensemble de la classe ouvrière émerge de sa situation de dépendance et d'ignorance pour accéder à l'indépendance et pour bâtir un monde nouveau.

La véritable organisation dont ont besoin les ouvriers dans le processus révolutionnaire est une organisation dans laquelle chacun participe, corps et âme, dans l'action comme dans la direction, dans laquelle chacun pense, décide et agit en mobilisant toutes ses facultés – un bloc uni de personnes pleinement responsables. Les dirigeants professionnels n'ont pas place dans une telle organisation. Bien entendu, il faudra obéir : chacun devra se conformer aux décisions qu'il a lui-même contribué à formuler. Mais

la totalité du pouvoir se concentrera toujours entre les mains des ouvriers eux-mêmes.

Pourra-t-on jamais réaliser une telle organisation ? Quelle en sera la structure ? Il n'est point nécessaire de tenter d'en définir la forme, car l'histoire l'a déjà produite : elle est née de la pratique de la lutte des classes. Les comités de grève en sont la première expression, le prototype. Lorsque les grèves atteignent une certaine importance, il devient impossible que tous les ouvriers participent à la même assemblée. Ils choisissent donc des délégués qui se regroupent en un comité. Ce comité n'est que le corps exécutif des grévistes ; il est constamment en liaison avec eux et doit exécuter les décisions des ouvriers. Chaque délégué est révocable à tout instant et le comité ne peut jamais devenir un pouvoir indépendant. De cette façon, l'ensemble des grévistes est assuré d'être uni dans l'action tout en conservant le privilège des décisions. En règle générale, les syndicats et leurs dirigeants s'emparent de la direction des comités.

Pendant la révolution russe lorsque les grèves éclataient de façon intermittente dans les usines les grévistes choisissaient des délégués qui s'assemblaient au nom de toute une ville, ou encore de l'industrie ou des chemins de fer de toute une province, afin d'apporter une unité au combat. Leur première tâche était de discuter des questions politiques et d'assumer des fonctions politiques, car les grèves étaient essentiellement dirigées contre le tsarisme. Ces comités étaient appelés soviets, ou conseils. On y discutait en détail de la situation présente, des intérêts de tous les travailleurs et des événements politiques. Les délégués faisaient constamment la navette entre l'assemblée et leurs usines. Pour leur part, les ouvriers participaient à des assemblées générales dans lesquelles ils discutaient des mêmes questions, prenaient des décisions et souvent désignaient de nouveaux délégués. Des socialistes capables étaient choisis comme secrétaires ; leur rôle était de conseiller en se servant de leurs connaissances plus étendues. Ces soviets faisaient souvent office de forces politiques, sorte de gouvernement primitif, chaque fois que le pouvoir tsariste se trouvait paralysé et que les dirigeants désorientés leur laissaient le champ libre. Ils devinrent ainsi le centre permanent de la révolution ; ils étaient composés des délégués de toutes les usines, qu'elles soient en grève ou en fonctionnement. Ils ne pouvaient envisager de devenir jamais un pouvoir indépendant, car les membres y étaient souvent changés ; parfois même le soviet entier était remplacé. Ils savaient en outre que tout leur pouvoir était aux mains des travailleurs ; ils

ne pouvaient les obliger à se mettre en grève et leurs appels n'étaient pas suivis s'ils ne coïncidaient pas avec les sentiments instinctifs des ouvriers qui savaient spontanément s'ils étaient en situation de force ou de faiblesse, si l'heure était à la passion ou à la prudence. C'est ainsi que le système des soviets a montré qu'il était la forme d'organisation la plus appropriée pour la classe ouvrière révolutionnaire. Ce modèle devait être immédiatement adopté en 1917 ; les soviets de soldats et d'ouvriers se constituèrent à travers tout le pays et furent la véritable force motrice de la révolution.

L'importance révolutionnaire des soviets se vérifia à nouveau en Allemagne, lorsqu'en 1918, après la décomposition de l'armée, des soviets d'ouvriers et de soldats furent créés sur le modèle russe. Mais les ouvriers allemands, qui avaient été habitués à la discipline de parti et de syndicat et dont les buts politiques immédiats étaient modelés d'après les idéaux sociaux-démocrates de république et de réforme, désignèrent leurs dirigeants syndicaux et leurs leaders de parti à la tête de ces conseils. Ils avaient su se battre et agir correctement par eux-mêmes, mais ils manquèrent d'assurance et se choisirent des chefs remplis d'idéaux capitalistes – ce qui gâche toujours les choses. Il n'est donc pas surprenant qu'un « congrès des conseils » décida d'abdiquer en faveur d'un nouveau parlement, dont l'élection devait suivre aussitôt que possible.

Nous voyons clairement comment le système des conseils ne peut fonctionner que lorsque l'on se trouve en présence d'une classe ouvrière révolutionnaire. Tant que les ouvriers n'ont pas l'intention de poursuivre la révolution, ils n'ont que faire des soviets. Si les ouvriers ne sont pas suffisamment avancés pour découvrir la voie de la révolution, s'ils se contentent de voir leurs dirigeants se charger de tous les discours, de toutes les médiations et de toutes les négociations visant à l'obtention de réformes à l'intérieur du système capitaliste, les parlements, les partis et les congrès syndicaux – encore appelés parlements ouvriers parce qu'ils fonctionnent d'après le même principe – leur suffisent amplement. Par contre, s'ils mettent toutes leurs énergies au service de la révolution, s'ils participent avec enthousiasme et passion à tous les événements, s'ils pensent et décident pour eux-mêmes de tous les détails de la lutte parce qu'elle sera leur oeuvre, dans ce cas, les conseils ouvriers sont la forme d'organisation dont ils ont besoin.

Ceci implique également que les conseils ouvriers ne peuvent être constitués par des groupes révolutionnaires. Ces derniers ne peuvent qu'en

propager l'idée, en expliquant à leurs camarades ouvriers que la classe ouvrière en lutte doit s'organiser en conseils. La naissance des conseils ouvriers prend place avec la première action de caractère révolutionnaire ; leur importance et leurs fonctions croissent à mesure que se développe la révolution. Dans un premier temps ils peuvent n'être que de simples comités de grève, constitués pour lutter contre les dirigeants syndicalistes, lorsque les grèves vont au-delà des intentions de ces derniers et que les grévistes refusent de les suivre plus longtemps.

Les fonctions de ces comités prennent plus d'ampleur avec les grèves générales. Les délégués de toutes les usines sont alors chargés de discuter et de décider de toutes les conditions de la lutte ; ils doivent tenter de transformer les forces combattives des ouvriers en des actions réfléchies, et voir comment elles pourront réagir contre les mesures gouvernementales et les agissements de l'armée et des cliques capitalistes. Tout au long de la grève, les décisions seront ainsi prises par les ouvriers eux-mêmes. Toutes les opinions, les volontés, les disponibilités, et les hésitations des masses ne font plus qu'un tout à l'intérieur de l'organisation conseilliste. Celle-ci devient le symbole, l'interprète du pouvoir des travailleurs ; mais elle n'est aussi que le porte-parole qui peut être révoqué à tout moment. D'organisation illégale de la société capitaliste, elle devient une force véritable, dont le gouvernement doit désormais tenir compte.

A partir du moment où le mouvement révolutionnaire acquiert un pouvoir tel que le gouvernement en est sérieusement affecté, les conseils ouvriers deviennent des organes politiques. Dans une révolution politique, ils incarnent le pouvoir ouvrier et doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour affaiblir et pour vaincre l'adversaire. Tels une puissance en guerre, il leur faut monter la garde sur l'ensemble du pays, afin de ne pas perdre de vue les efforts entrepris par la classe capitaliste pour rassembler ses forces et vaincre les travailleurs. Ils doivent en outre s'occuper de certaines affaires publiques qui étaient autrefois gérées par l'État : la santé et la sécurité publique, de même que le cours interrompu de la vie sociale. Ils ont enfin à prendre la production en main, ce qui représente la tâche la plus importante et la plus ardue de la classe ouvrière en situation révolutionnaire.

Aucune révolution sociale n'a jamais commencé comme un simple changement de dirigeants politiques qui, après avoir conquis le pouvoir, procèdent aux changements sociaux nécessaires à l'aide de nouvelles lois.

La classe montante a toujours bâti, avant et pendant la lutte, les nouvelles organisations qui ont émergé des anciennes tels des bourgeons sur un tronc mort. Pendant la révolution française, la nouvelle classe capitaliste, les citoyens, les hommes d'affaire, les artisans, construisirent dans chaque ville et village des assemblées communales et des cours de justice qui étaient illégales à l'époque et ne faisaient qu'usurper les fonctions des fonctionnaires royaux devenus impuissants. Et tandis qu'à Paris les délégués de ces assemblées élaboraient la nouvelle constitution, les citoyens à travers tout le pays œuvraient à la véritable constitution en tenant des réunions politiques et en mettant sur pied des organisations politiques qui devaient par la suite être légalisées.

Et de même, dans la révolution prolétarienne, la nouvelle classe montante doit-elle créer ses nouvelles formes d'organisation qui, petit à petit, au cours du processus révolutionnaire, viendront remplacer l'ancienne organisation étatique. En tant que nouvelle forme d'organisation politique, le conseil ouvrier prend finalement la place du parlementarisme, forme politique du régime capitaliste.

Théoriciens capitalistes et sociaux-démocrates s'entendent à voir dans la démocratie parlementaire le parfait modèle de la démocratie, conforme aux principes de justice et d'égalité. En réalité, ce n'est là qu'une manière de déguiser la domination capitaliste qui fait fi de toute justice et de toute égalité. Seul le système conseilliste constitue la véritable démocratie ouvrière.

La démocratie parlementaire est une démocratie abjecte. Le peuple ne peut choisir ses délégués et voter qu'une fois tous les quatre ou cinq ans ; et gare à lui s'il ne choisit pas l'homme qu'il faut ! Les électeurs ne peuvent exercer leur pouvoir qu'au moment du vote ; le reste du temps, ils sont impuissants. Les délégués désignés deviennent les dirigeants du peuple ; ils décrètent les lois, forment les gouvernements, et le peuple n'a plus qu'à obéir. En règle générale, la machine électorale est conçue de telle façon que seuls les grands partis capitalistes, puissamment équipés, ont une chance de gagner. Il est très rare que des groupes de véritables opposants du régime obtiennent quelques sièges.

Avec le système des soviets, chaque délégué peut être révoqué à tout instant. Les ouvriers ne sont pas seulement constamment en contact avec leurs délégués, participant aux discussions et aux décisions, mais ceux-ci ne sont encore que les porte-parole temporaires des assemblées conseillistes. Les politiciens capitalistes ont beau jeu de dénoncer le rôle

« dépourvu de caractère » du délégué qui est parfois obligé d'émettre des opinions qui ne sont pas les siennes. Ils oublient que c'est précisément parce qu'il n'y a pas de délégué à vie que seuls sont désignés à ce poste les individus dont les opinions sont conformes à celles des travailleurs.

La représentation parlementaire part du principe que le délégué au parlement doit agir et voter selon sa propre conscience et sa propre conviction. S'il lui arrive de demander l'avis de ses électeurs, c'est uniquement parce qu'il fait montre de prudence. C'est à lui et non au peuple qu'incombe la responsabilité des décisions. Le système des soviets fonctionne sur le principe inverse : les délégués se bornent à exprimer les opinions des travailleurs.

Les élections parlementaires regroupent les citoyens d'après leur circonscription électorale – c'est-à-dire d'après leurs lieux d'habitation. Ainsi des individus de métiers ou de classes différentes et qui n'ont rien en commun si ce n'est qu'ils sont voisins, sont rassemblés artificiellement dans un groupe et représentés par un seul délégué.

Dans les conseils, les ouvriers sont représentés dans leurs groupes d'origine d'après l'usine, l'atelier ou le complexe industriel dans lequel ils travaillent. Les ouvriers d'une usine constituent une unité de production ; ils forment un tout de par leur travail collectif. En période révolutionnaire, ils se trouvent donc immédiatement en contact pour échanger leurs points de vue : ils vivent dans les mêmes conditions et possèdent des intérêts communs. Ils doivent agir de concert ; c'est à eux de décider si l'usine, en tant qu'unité, doit être en grève ou en fonctionnement. L'organisation et la délégation des travailleurs dans les usines et les ateliers est donc la seule forme possible.

Les conseils sont en même temps le garant de la montée du communisme dans le processus révolutionnaire. La société est fondée sur la production, ou, plus correctement, la production est l'essence même de la société, et par conséquent, la marche de la production détermine la marche de la société. Les usines sont des unités de travail, des cellules qui constituent la société. La principale tâche des organismes politiques (organismes dont dépend la marche de la société) est étroitement liée au travail productif de la société. Il va par conséquent de soi que les travailleurs, dans leurs conseils, discutent de ces questions et choisissent leurs délégués dans leurs unités de production.

Toutefois, il ne serait pas exact de dire que le parlementarisme, forme politique du capitalisme, n'est pas fondé sur la production. En fait, l'organisation politique est toujours modelée selon le caractère de la production, assise de la société. La représentation parlementaire qui se décide en fonction du lieu d'habitation appartient au système de la petite production capitaliste, dans lequel chaque homme est censé posséder sa petite entreprise. Dans ce cas, il existe un rapport entre tous les hommes d'affaires d'une circonscription : ils commercent entre eux, vivent en voisins, se connaissent les uns les autres et par conséquent désignent un délégué parlementaire commun. Tel est le principe du régime parlementaire. Nous avons vu que par la suite ce système s'est avéré le meilleur pour représenter les intérêts de classe à l'intérieur du capitalisme.

D'un autre côté, nous voyons clairement aujourd'hui pourquoi les délégués parlementaires devaient s'emparer du pouvoir politique. Leur tâche politique n'était qu'une part infime de l'œuvre de la société. La plus importante, le travail productif, incombait à tous les producteurs séparés, citoyens comme hommes d'affaires ; elle exigeait quasiment toute leur énergie et tous leurs soins. Lorsque chaque individu s'occupait de ses propres petites affaires, la société se portait bien. Les lois générales, conditions nécessaires mais de faible portée, pouvaient être laissées à la charge d'un groupe (ou profession) spécialisé, les politiciens. L'inverse est vrai en ce qui concerne la production communiste. Le travail productif collectif devient la tâche de la société tout entière, et concerne tous les travailleurs. Toute leur énergie et tous leurs soins ne sont pas au service de travaux personnels, mais de l'œuvre collective de la société. Quant aux règlements qui régissent cette œuvre collective, ils ne peuvent être laissés entre les mains de groupes spécialisés ; car il en va de l'intérêt vital de l'ensemble des travailleurs.

Il existe une autre différence entre les systèmes parlementaire et conseilliste. La démocratie parlementaire accorde une voix à chaque homme adulte – et parfois à chaque femme – en invoquant le droit suprême et inviolable de tout individu à appartenir à la race humaine – comme le disent si bien les discours cérémoniels. Dans les soviets au contraire, seuls les ouvriers sont représentés. Faut-il en conclure que le système conseilliste n'est pas réellement démocratique puisqu'il exclut les autres classes de la société ?

L'organisation conseilliste incarne la dictature du prolétariat. Il y a plus d'un demi-siècle, Marx et Engels ont expliqué comment la révolution so-

ciale devait amener la dictature du prolétariat et comment cette nouvelle expression politique était indispensable à l'introduction de changements nécessaires dans la société. Les socialistes qui ne pensent qu'en termes de représentation parlementaire, ont cherché à excuser ou à critiquer cette infraction à la démocratie et l'injustice qui consiste selon eux à refuser le droit de vote à certaines personnes sous prétexte qu'elles appartiennent à des classes différentes. Nous pouvons voir aujourd'hui comment le processus de la lutte de classes engendre naturellement les organes de cette dictature : les soviets.

Il n'y a rien d'injuste à ce que les conseils, organes de lutte d'une classe ouvrière révolutionnaire, ne comprennent pas de représentants de la classe ennemie. Dans une société communiste naissante il n'y a pas de place pour les capitalistes ; ils doivent disparaître et ils disparaîtront. Quiconque participe au travail collectif est membre de la collectivité et participe aux décisions. Les individus qui se tiennent à l'écart du processus collectif de production sont, de par la structure même du système conseilliste, automatiquement exclus des décisions. Ce qui reste des anciens exploités et voleurs n'a pas de voix dans le contrôle de la production.

Il existe d'autres classes de la société qui ne peuvent être rangées ni avec les travailleurs, ni avec les capitalistes. Ce sont les petits fermiers, les artisans indépendants, les intellectuels. Dans les luttes révolutionnaires, ils oscillent de droite et de gauche, mais dans l'ensemble ils ne sont guère importants car ils ont peu de pouvoir. Ce sont essentiellement leurs formes d'organisation et leurs buts qui sont différents. La tâche de la classe ouvrière en lutte sera de sympathiser avec eux ou de les neutraliser – si cela est possible sans se détourner des buts véritables – ou encore, si nécessaire, de les combattre résolument ; elle devra décider de la meilleure façon de les traiter, avec fermeté mais aussi avec équité. Dans la mesure où leur travail est utile et nécessaire, ils trouveront leur place dans le système de production et pourront ainsi exercer leur influence d'après le principe que tout travailleur a une voix dans le contrôle du travail.

Engels avait écrit que l'État disparaîtrait avec la révolution prolétarienne ; qu'au gouvernement des hommes succéderait l'administration des choses. A l'époque, il n'était guère possible d'envisager clairement comment la classe ouvrière prendrait le pouvoir. Mais nous avons aujourd'hui la preuve de la justesse de cette vue. Dans le processus révolutionnaire, l'ancien pouvoir étatique sera détruit et les organes qui viendront le remplacer,

les conseils ouvriers, auront certainement pour quelque temps encore des pouvoirs politiques importants afin de combattre les vestiges du système capitaliste. Toutefois, leur fonction politique se réduira graduellement en une simple fonction économique : l'organisation du processus de production collective des biens nécessaires à la société.

Rudolf Rocker

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ? ^[1]

Vous croyez peut-être que dans ce titre il y a un lapsus, que le système des soviets et la dictature ne sont qu'une seule et même chose ? Non, ce sont là deux notions bien différentes qui, loin de se compléter, s'excluent mutuellement. Seule une malsaine logique de parti peut admettre une fusion là où en réalité il existe une opposition très nette.

L'idée des « soviets » est une expression définie de ce que nous entendons par la révolution sociale ; elle correspond à la partie constructive tout entière du socialisme. L'idée de la dictature est d'origine purement bourgeoise et n'a rien de commun avec le socialisme.

On peut artificiellement rattacher ces deux notions l'une à l'autre, mais le résultat ne sera jamais qu'une caricature de l'idée originelle des soviets, portant préjudice à l'idée fondamentale du socialisme.

L'idée des soviets n'est nullement une idée nouvelle, née de la révolution russe, comme on le croit souvent. Elle est née au sein de l'aile la plus avancée du mouvement ouvrier européen, au moment où la classe ouvrière sortait de la chrysalide du radicalisme bourgeois pour voler de ses propres ailes. C'était le moment où l'Association internationale des travailleurs a fait sa grande tentative de grouper en une seule vaste union les ouvriers des différents pays et de leur ouvrir le chemin de l'émancipation. Bien que l'Internationale ait eu surtout le caractère d'une vaste organisation d'unions professionnelles, ses statuts étaient rédigés de façon à permettre à toutes les tendances socialistes

[4] Extrait de: Alexandre Skirda, *Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Paris, Spartacus, 2016, pp. 293-300.

de l'époque de prendre place dans ses rangs, pourvu qu'elles fussent d'accord sur le but final.

Les idées de la grande Association étaient loin d'avoir, au début, la clarté et l'expression définie qu'elles ont acquises tout naturellement au congrès de Genève, en 1866, et de Lausanne, en 1867. Mais plus l'Internationale devenait mûre intérieurement et plus elle s'étendait comme organisation de combat, plus nettes devenaient les idées de ses adeptes. L'action pratique dans la lutte quotidienne entre le capital et le travail conduisait, par elle-même, à une intelligence plus profonde des principes fondamentaux.

Après que le congrès de Bruxelles (1868) se fût prononcé pour la propriété collective du sol, du sous-sol et des instruments du travail, une base fut créée pour le développement ultérieur de l'Internationale.

Au Congrès de Bâle, en 1869, l'évolution intérieure de la grande Association ouvrière atteint son point culminant. A côté de la question du sol et du sous-sol dont le Congrès s'occupa à nouveau, c'est surtout la question des unions ouvrières qui fut mise en avant.

Un rapport sur cette question, présenté par le Belge Hins et ses amis, provoqua un très vif intérêt ; les tâches qui incombent aux unions ouvrières et l'importance que celles-ci présentent, furent là, pour la première fois, exposées à un point de vue entièrement nouveau, ressemblant jusqu'à un certain point aux idées de Robert Owen. On proclama clairement et nettement à Bâle que l'union professionnelle, la Trade-Union, n'est pas une organisation ordinaire et transitoire n'ayant de raison d'être qu'au sein de la société capitaliste et devant disparaître avec elle. Le point de vue du socialisme étatiste, qui pense que l'action des unions ouvrières doit se borner à une amélioration des conditions d'existence des ouvriers, dans les limites du salariat, et que là finit sa tâche, ce point de vue se trouva radicalement modifié.

Le rapport de Hins et de ses camarades montra que les organisations de lutte économique ouvrière doivent être considérées comme des cellules de la future société socialiste et que la tâche de l'Internationale est d'éduquer ces organisations pour les rendre capables de remplir leur mission historique. Le congrès adopta ce point de vue ; mais nous savons aujourd'hui que beaucoup de délégués, surtout parmi les représentants des organisations ouvrières allemandes, ne voulurent jamais exécuter ce que cette résolution impliquait.

Après le Congrès de Bâle, et surtout après la guerre de 1870, qui a aigüillé le mouvement social européen dans une voie absolument différente,

deux tendances se firent nettement jour au sein de l'Internationale, tendances devenues par la suite en opposition nette entre elles et ayant amené une scission dans l'Association. On a voulu réduire ces luttes intérieures à des querelles purement personnelles, surtout à la « rivalité » entre Michel Bakounine et Karl Marx et le Conseil général de Londres. Rien n'est plus faux et moins fondé que cette idée qui procède d'une ignorance complète des faits. Certes, les considérations personnelles ont joué dans ces luttes un certain rôle, comme il arrive presque toujours en pareil cas. Ce sont surtout Marx et Engels qui ont fait dans leurs attaques contre Bakounine tout ce qui est humainement possible ; un fait que le biographe de Marx, Franz Mehring lui-même, n'a pas pu passer sous silence. Mais ce serait là une grave erreur que de voir, dans ces fâcheuses querelles, la vraie cause de la grande opposition entre ces hommes. Il s'agissait là, en réalité, de deux conceptions différentes du socialisme, et surtout des chemins qui doivent y conduire. Marx et Bakounine ont été simplement les plus marquants dans cette lutte pour des principes fondamentaux ; mais le conflit lui-même se serait produit également sans eux. Car ce n'était pas là une opposition entre deux personnes, mais une opposition entre des courants d'idées, qui avait et qui garde encore son importance jusqu'à présent.

Les ouvriers des pays latins, où l'Internationale a trouvé son principal appui, ont développé leur mouvement en partant des organisations de lutte économique. L'État n'était, à leurs yeux, que l'agent politique et le défenseur des classes possédantes ; aussi visaient-ils non plus à la conquête de la puissance politique, mais à la suppression de l'État et de tout pouvoir politique, sous quelque forme que ce fût, car ils n'y voyaient jamais qu'un prélude à la tyrannie et à l'exploitation. Aussi ne voulaient-ils pas imiter la bourgeoisie, en fondant un nouveau parti politique, origine d'une nouvelle classe de politiciens professionnels. Leur but était de s'emparer des machines, de l'industrie, du sol et du sous-sol ; ils prévoyaient très bien que ce but les séparait complètement des politiciens radicaux bourgeois, qui sacrifient tout à la conquête du pouvoir politique. Ils ont compris qu'avec le monopole de la possession doit tomber aussi le monopole de la puissance ; que la vie tout entière de la société future doit être fondée sur des bases entièrement nouvelles. En partant de l'idée que la « domination de l'homme sur l'homme » a fait son temps, ils ont cherché à se pénétrer de l'idée de l'« administration des choses ». A la politique des partis au sein de l'État, ils ont substitué une politique économique du travail. Ils ont compris que

la réorganisation de la société dans un sens socialiste doit être réalisée dans l'industrie même, et c'est de cette notion qu'est née l'idée des « conseils » (soviets).

Ces idées de l'aile anti-autoritaire de l'Internationale ont été approfondies et développées, d'une façon particulièrement claire et précise, dans les congrès de la *Federacion del trabajo* espagnole. C'est là qu'on a introduit les termes de *buntos* et de *Consejos del trabajo* (« communes ouvrières » et « conseils des travailleurs »).

Les socialistes libertaires de l'Internationale ont bien compris que le socialisme ne peut pas être dicté par un gouvernement, mais doit se développer d'une façon organique de bas en haut ; ils ont compris que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent prendre en main l'organisation de la production et de la consommation. Et, cette idée, ils l'ont opposée au socialisme d'État des politiciens parlementaires.

Au cours des années qui ont suivi, des persécutions féroces ont eu lieu contre le mouvement ouvrier dans les pays latins ; le point de départ a été donné par l'écrasement en France de la Commune de Paris ; ensuite, les répressions se sont étendues à l'Espagne et à l'Italie. L'idée des « conseils » s'est trouvée repoussée au second plan, car toute propagande ouverte était poursuivie, et dans les gouvernements secrets que les ouvriers ont dû former, ils étaient obligés d'employer toutes leurs forces à combattre la réaction et défendre ses victimes.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'idée des conseils

Le développement du syndicalisme révolutionnaire a réveillé cette idée, l'a appelée à une vie nouvelle. Pendant l'époque la plus active du syndicalisme révolutionnaire français, de 1900 à 1907, l'idée des conseils a été développée sous sa forme la plus claire et la plus définie.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les écrits de Pouget, Griffuelhes, Monatte, Yvetot et bien d'autres encore, pour se convaincre que ni en Russie ni ailleurs, l'idée des conseils ne s'est enrichie, depuis, d'aucun élément nouveau que les propagandistes du syndicalisme révolutionnaire n'aient formulé quinze ou vingt ans auparavant.

Pendant ce temps, les partis ouvriers socialistes repoussaient absolument l'idée des conseils ; la grande majorité de ceux qui en sont maintenant les partisans décidés, en Allemagne surtout, considéraient à cette époque

avec le plus grand mépris cette nouvelle utopie. Lénine lui-même déclarait, en 1905, au président du conseil des délégués ouvriers de Pétersbourg, que le système des conseils est une institution surannée, avec laquelle son parti ne peut rien avoir de commun.

Or, cette conception des conseils dont l'honneur revient aux socialistes révolutionnaires, marque le moment le plus important et constitue la pierre angulaire de tout le mouvement ouvrier international. Nous devons ajouter que le système des conseils est la seule institution susceptible de conduire à la réalisation du socialisme, car toute autre voie serait erronée. L'« utopie » s'est montrée plus forte que la « science ».

Il est incontestable aussi que l'idée des conseils découle logiquement de la conception d'un socialisme libertaire, qui s'est lentement développé au sein du mouvement ouvrier, en opposition avec celle de l'État et avec toutes les traditions de l'idéologie bourgeoise.

La «dictature» du prolétariat, héritage de la bourgeoisie

On ne peut aucunement en dire autant de l'idée de la dictature. Elle ne dérive pas du monde des conceptions socialistes. Elle n'est pas un produit du mouvement ouvrier mais un piteux héritage de la bourgeoisie, dont on a doté le prolétariat pour faire son bonheur. Elle est étroitement liée avec l'aspiration au pouvoir politique, laquelle est également d'origine bourgeoise.

La dictature est une certaine forme que prend la puissance de l'État. C'est l'État soumis à l'état de siège. Comme tous les autres adeptes de l'idée étatiste, les partisans de la dictature prétendent pouvoir – comme mesure provisoire – imposer au peuple leur volonté. Cette conception est, par elle-même, un obstacle à la révolution sociale, dont l'élément vivant propre est précisément la participation constructive et l'initiative directe des masses.

La dictature est la négation, la destruction de l'être organique, du mode d'organisation naturelle, de bas en haut. On allègue que le peuple n'est pas encore majeur, qu'il n'est pas prêt à être son propre maître. C'est la domination sur les masses, c'est leur mise en tutelle par une minorité. Ses partisans peuvent avoir les meilleures intentions, mais la logique du pouvoir les forcera toujours à entrer dans la voie du despotisme le plus extrême.

L'idée de la dictature a été empruntée par nos socialistes-étatistes à ce parti petit-bourgeois que furent les jacobins. Ce parti qualifiait de crime

toute grève et interdisait, sous peine de mort, les associations ouvrières. Saint-Just et Couthon furent ses porte-parole les plus énergiques, et Robespierre agissait sous leur influence.

La façon fautive et unilatérale de représenter la grande Révolution, qui est celle des historiens bourgeois et qui a fortement influencé la majorité des socialistes, a beaucoup contribué à donner à la dictature des jacobins un éclat qu'elle ne méritait pas, mais que le martyre de ses principaux chefs a encore grandi. La majorité est toujours portée au culte des martyrs, et cela la rend incapable d'un jugement critique sur les idées et les actes.

Nous connaissons l'œuvre créatrice de la Révolution : l'abolition du féodalisme et de la monarchie ; les historiens l'ont glorifiée comme l'œuvre des jacobins et des révolutionnaires de la Convention, et il en est résulté avec le temps une conception complètement fautive de l'histoire tout entière de la Révolution.

Aujourd'hui, nous savons que cette conception est basée sur une ignorance volontaire des faits historiques, de cette vérité surtout que la véritable œuvre créatrice de la grande Révolution a été accomplie par les paysans et les prolétaires des villes, à l'encontre de la volonté de l'Assemblée nationale et de la Convention. Les jacobins et la Convention ont toujours vivement combattu les innovations radicales, jusqu'à ce qu'ils fussent en face du fait accompli et qu'il ne leur fût plus possible de résister. Ainsi, l'abolition du système féodal est due uniquement aux incessantes révoltes paysannes, féroce ment persécutées par les partis politiques.

En 1792 encore, l'Assemblée nationale maintenait le système féodal et c'est seulement en 1793, lorsque les paysans se mirent énergiquement à conquérir leurs droits, que la Convention « révolutionnaire » sanctionnait l'abolition des droits féodaux. Il en fut de même pour l'abolition de la monarchie.

Les traditions jacobines et le socialisme

Les premiers fondateurs d'un mouvement socialiste populaire en France sont venus du camp des jacobins, et il était parfaitement naturel que l'héritage du passé eût pesé sur eux.

Lorsque Babeuf et Darthey créaient la conspiration des « Égaux », ils voulaient faire de la France, au moyen de la dictature, un État agricole communiste. Comme communistes, ils comprenaient que pour atteindre

l'idéal de la grande Révolution, il fallait résoudre la question économique ; mais comme jacobins, ils croyaient que ce but pouvait être atteint par la puissance de l'État, muni des pouvoirs les plus vastes. La croyance à la toute-puissance de l'État a atteint chez les jacobins son plus haut degré ; elle les a pénétrés si profondément qu'ils ne pouvaient plus se représenter aucune autre voie à suivre.

Babeuf et Darthey furent traînés mourants à la guillotine, mais leurs idées survécurent dans le peuple et trouvèrent un refuge dans les sociétés secrètes des babouvistes, sous le règne de Louis-Philippe. Des hommes comme Barbès et Blanqui ont agi dans le même sens, luttant pour la dictature du prolétariat, destinée à réaliser les buts communistes.

C'est de ces hommes que Marx et Engels ont hérité l'idée de la dictature du prolétariat, exprimée dans le *Manifeste communiste*. Ils entendaient par là rien d'autre que l'instauration d'un pouvoir central puissant dont la tâche serait de briser, par de radicales lois coercitives, la puissance de la bourgeoisie, et d'organiser la société dans l'esprit du socialisme d'État.

Ces hommes sont venus au socialisme du camp de la démocratie bourgeoise ; ils étaient profondément pénétrés des traditions jacobines. De plus, le mouvement socialiste de l'époque n'était pas encore suffisamment développé pour se frayer sa propre voie, il vivait plus ou moins sur les traditions bourgeoises.

Tout par les conseils !

C'est seulement avec le développement du mouvement ouvrier à l'époque de l'Internationale que le socialisme s'est trouvé en état de secouer les derniers vestiges des traditions bourgeoises et de voler entièrement de ses propres ailes. La conception des conseils abandonnait la notion de l'État et de la politique du pouvoir, sous quelque forme qu'elle se présentât ; elle se trouvait ainsi en opposition directe avec toute idée de dictature ; celle-ci, en effet, veut non seulement arracher l'instrument du pouvoir aux forces possédantes et à l'État, mais tend aussi à développer le plus possible sa propre puissance. Les pionniers du système des conseils ont très bien vu qu'avec l'exploitation de l'homme par l'homme doit aussi disparaître la domination de l'homme par l'homme. Ils ont compris que l'État, la puissance organisée des classes dominantes, ne peut pas être transformé en instrument d'émancipation pour le travail. Aussi pensaient-ils que la des-

truction de l'ancien appareil du pouvoir doit être la tâche la plus importante de la révolution sociale, pour rendre impossible toute forme nouvelle d'exploitation.

Qu'on ne vienne pas nous objecter que la « dictature du prolétariat » ne peut pas être comparée à une autre dictature quelconque, car il s'agit là de la dictature d'une classe. La dictature d'une classe ne peut pas exister comme telle, car il s'agit toujours, en fin de compte, de la dictature d'un certain parti qui s'arroge le droit de parler au nom d'une classe. C'est ainsi que la bourgeoisie, en lutte contre le despotisme, parlait au nom du « peuple » ; chez les partis qui n'ont jamais été au pouvoir, l'aspiration au pouvoir devient extrêmement dangereuse.

Les parvenus du pouvoir sont encore plus répugnants et plus dangereux que les parvenus de la propriété. L'Allemagne nous montre à cet égard un exemple instructif : nous y vivons maintenant sous la dictature puissante des politiciens professionnels de la social-démocratie et des fonctionnaires centralistes des syndicats. Aucun moyen ne leur paraît assez brutal et assez bas contre les membres de leur propre « classe » qui osent ne pas être d'accord avec eux. Ces hommes se sont débarrassés de toutes les conquêtes de la révolution bourgeoise qui garantissent la liberté et l'inviolabilité de la personne ; ils ont développé le plus effrayant système de police, à tel point qu'ils peuvent mettre la main sur toute personne qui leur déplaît et la rendre inoffensive pour un temps déterminé. Les célèbres « lettres de cachet » des despotes français et la déportation par ordre administratif du tzarisme russe ont été rappelés à l'existence par ces singuliers partisans de la « démocratie ».

Certes, ces hommes allèguent à chaque occasion leur constitution, qui garantit aux bons Allemands tous les droits possibles ; mais cette constitution n'existe que sur le papier ; il en a été de même de la célèbre constitution républicaine de 1793, qui n'a jamais été appliquée, Robespierre et ses adeptes ayant déclaré qu'elle ne pouvait être mise en pratique, la patrie étant en danger. Ils ont donc maintenu la dictature, et celle-ci a conduit au 9 thermidor, à la domination honteuse du Directoire et, enfin, à la dictature de l'épée napoléonienne. En Allemagne, on est déjà arrivé au Directoire ; il ne manque plus que l'homme qui jouera le rôle de Napoléon.

Certes, nous savons que la révolution ne peut pas se faire avec de l'eau de rose ; nous savons aussi que les classes possédantes n'abandonneront pas volontairement leurs privilèges. Le jour de la révolution victorieuse, les

travailleurs doivent imposer leur volonté aux possesseurs actuels du sol, du sous-sol et des moyens de production. Mais cela ne pourra se produire, selon nous, que si les travailleurs prennent eux-mêmes en main le capital social, et, avant tout, s'ils démolissent l'appareil de force politique, lequel a été jusqu'à présent et sera toujours la forteresse qui permettrait de tromper les masses. Cet acte est, pour nous, un acte de libération, une proclamation de la justice sociale ; c'est l'essence même de la révolution sociale, qui n'a rien de commun avec l'idée purement bourgeoise de la dictature.

Le fait qu'un grand nombre de partis socialistes aient adhéré à l'idée des conseils, qui est celle des socialistes libertaires et des syndicalistes, est un aveu ; ils reconnaissent par là que la tactique suivie jusqu'à présent a été fautive et que le mouvement ouvrier doit créer pour lui, dans ces conseils, un organe qui, seul, lui permettra de réaliser le socialisme. D'autre part, on ne doit pas oublier que cette adhésion soudaine risque d'introduire dans la conception des conseils beaucoup d'éléments étrangers, n'ayant rien de commun avec ses tâches originelles et devant être éliminés comme dangereux pour leur développement ultérieur. Parmi ces éléments étrangers, la première place appartient à l'idée de la dictature. Notre tâche doit être de parer à ce danger et de prémunir nos camarades de classe contre des expériences qui ne peuvent pas accélérer, mais peuvent, au contraire, retarder l'émancipation sociale.

Aussi notre mot d'ordre reste : « Tout par les conseils ! Aucun pouvoir au-dessus d'eux ! » et ce mot d'ordre sera en même temps celui de la révolution sociale.

Voline

La Naissance des «soviets»

Anton Pannekoek

Les conseils ouvriers

Rudolf Rocker

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat?

